



## Directive sur le temps de travail : opt-out et périodes de garde au cœur du débat

Les députés ont débattu de la révision de la directive sur le temps de travail en vue du vote en 2ème lecture mercredi. Comme en 1ère lecture, la position du rapporteur s'écarte de celle du Conseil : la semaine de travail ne devrait pas dépasser 48h, calculées sur une période de 12 mois, la clause de non-participation (opt-out) devrait être abandonnée 3 ans après l'entrée en vigueur de la directive et le temps de garde, même inactif, devrait être considéré comme du temps de travail.

Une majorité absolue de députés (393) sera nécessaire pour confirmer en plénière les amendements de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales, ou pour adopter tout autre amendement à la position commune du Conseil.

### Rapporteur

Lors du débat, Alejandro Cercas (PSE, ES), rapporteur pour la deuxième lecture, a déclaré que *"la révision de la directive inquiète des millions de travailleurs et ce vote est l'occasion de renouer avec les citoyens"*. Il a en outre estimé que *"l'idée est de travailler pour vivre et non pas vivre pour travailler"*. Il craint que l'opt-out ne mène au dumping social : beaucoup d'études montrent combien l'opt-out a été néfaste pour la santé des travailleurs et rend difficile la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale. *"Le personnel sanitaire doit se voir respecter son temps de garde"*, a-t-il ajouté. *"Nous espérons que le vote du Parlement va freiner le Conseil"*, a-t-il conclu, et cela est nécessaire *"pour combler le fossé qui nous sépare des citoyens"*.

### Conseil

*"Le texte qui est présenté aujourd'hui au Parlement européen est le résultat d'un compromis qui a été trouvé au Conseil le 9 juin dernier pendant la présidence slovène"*, a rappelé Valérie Létard, Secrétaire d'Etat française chargée de la Solidarité, auprès du ministre du Travail, qui s'exprimait au nom du Conseil. Ce compromis concernait à la fois la directive sur le temps de travail et la directive sur le travail intérimaire et devrait apporter *"un progrès pour la situation des travailleurs en Europe"*.

Selon la représentante du Conseil, le compromis institue des garanties en prévoyant un plafond de 60 ou 65 heures, selon les cas, contre une limite de 78 heures par semaine, auparavant. Il rend également impossible de signer un accord individuel d'opt-out pendant les quatre semaines qui suivent l'embauche et institue un contrôle renforcé de l'inspection du travail. La Secrétaire d'Etat a souligné que le compromis permet de prendre en compte la spécificité du temps de garde, *"ce qui va aider beaucoup de pays, notamment dans le domaine de la santé"*.

# Communiqué de presse

Elle a appelé "à parvenir à un texte acceptable pour tous, en évitant si possible une conciliation" car "il y a urgence pour certains États à régler le problème du temps de garde, que le compromis slovène comporte des avancées pour les travailleurs, et qu'il n'y a pas de majorité au Conseil pour supprimer l'opt-out qui existe sans limitation depuis 1993".

## Commission européenne

Vladimír Špidla, Commissaire à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Égalité des chances, "comprend tout à fait les inquiétudes exprimées dans le cadre de cette problématique complexe". Il a insisté sur le caractère "fondamental" que représente la révision de cette directive. Il a rappelé que les services publics demandent que la situation juridique soit éclaircie, notamment sur la question du temps de garde. Sur l'opt-out, en 2005, la Commission avait modifié son projet législatif en éliminant ces dérogations. Après 3 ou 4 ans, "nous avons tenté de défendre cette position, mais il faut regarder la réalité en face", a précisé le commissaire : en 2005, seulement 4 États membres utilisaient cette option, maintenant ils sont 15. Il souhaite qu'un nombre maximum de personnes (en particulier les travailleurs de santé) se voient offrir "une protection juridique maximum". C'est d'après lui ce que la position commune s'efforce de faire. "Parvenir à un accord ne sera pas simple", et les citoyens européens comprendraient très difficilement les raisons de ces divergences, a-t-il ajouté. "Il doit être possible de se mettre d'accord sur un tronc commun. La Commission est prête à jouer un rôle de médiateur avec le Conseil", a-t-il conclu.

## Groupes politiques

"Le Conseil n'a pas obtenu un mandat pour négocier avec le PE", a souligné José Albino Silva Peneda (PT), au nom du PPE-DE. L'objectif est toujours d'obtenir un accord en 2ème lecture afin d'éviter une conciliation. Il a insisté sur l'importance des temps de garde pour l'ensemble du corps médical européen qui manifeste devant le Parlement : "il faut tenir compte des arrêts de la Cour de Justice". Concernant l'opt-out, il a estimé qu'il n'était pas lié à la flexibilité du temps de travail. Selon le député, la question est : "veut-on travailler plus de 48h par semaine, alors qu'il faudrait concilier la vie familiale et la vie professionnelle qui est fondée sur la base légale de la santé et de la sécurité au travail?"

Jan Andersson (SE), au nom du groupe PSE a déclaré : "nous avons vraiment besoin d'une directive, car nous avons un marché du travail commun". Deux questions divisent le Parlement et le Conseil, "mais nous avons un point commun : on pense qu'il est possible de trouver des solutions flexibles entre partenaires sociaux". Sur les opt-out individuels, "nous pensons qu'ils vont devoir être supprimés à terme", a ajouté le député. "Alors que certains se retrouvent au chômage, d'autres devront travailler 65 heures?", s'est-il interrogé. Il a rappelé que les femmes critiquent cette proposition du Conseil. Il a conclu que "nous sommes prêts à discuter avec le Conseil mais nous ne nous écarterons pas de notre position".

Élizabeth Lynne (UK), pour le groupe ADLE, a estimé que "la position du Conseil n'est pas idéale" mais elle est "le fruit de nombreuses années de négociation des États membres". Ayant toujours soutenu le maintien de l'opt-out, elle s'est montrée satisfaite qu'il ne puisse être signé en même temps qu'un contrat, estimant qu'"il est plus transparent maintenant" puisque les "employeurs ne peuvent pas faire pour le même employé un, deux ou trois contrats". La députée a prôné la flexibilité : "dans les périodes économiques difficiles, il est important de permettre aux travailleurs de faire des heures supplémentaires". Selon elle, "le temps de garde est une question plus difficile". Elle a proposé, sans succès auprès des groupes PPE-DE et PSE, un amendement en commission de l'Emploi appelant à considérer le temps de garde comme un temps de travail. La députée a plaidé finalement pour un traitement différencié du secteur de la santé.

Pour Elisabeth Schroedter (DE), qui s'exprimait au nom du groupe des Verts/ALE, le temps de travail trop long "rend malade et met en péril la personne concernée mais aussi les personnes de son environnement". Une telle directive passe d'après elle à côté de son objectif, la santé sur le lieu de travail. Les Verts voteront contre la perpétuation de l'opt-out : "la loi britannique ne doit pas devenir une règle générale", a-t-elle souligné. Ils considèrent également que le temps de garde ne doit pas faire partie du temps de repos. Elle a rappelé que le PE avait proposé un modèle flexible, la période de référence de 12 mois par exemple. La députée a conclu que la première lecture du PE devait être confirmée "pour assurer la santé et la sécurité des

# Communiqué de presse

travailleurs".

"Le rapporteur a fait un excellent travail alors que la présidence française n'a pas fait l'effort adéquat pour dialoguer avec le PE" a estimé Roberta Angelilli (IT), pour le groupe UEN. Elle a mis en garde contre "tout compromis au rabais qui se fait au détriment des travailleurs". Soulignant que le monde du travail change, sous l'emprise de la crise économique qui implique de plus en plus de flexibilité, elle a appelé à des mesures équilibrées. "La formule de l'opt-out pose problème et une législation claire s'impose pour éviter de contraindre un travailleur à accepter des conditions inacceptables pour ne pas perdre son emploi", a-elle conclu.

Dimitrios Papadimoulis (EL), s'exprimant pour le groupe GUE/NGL, s'est déclaré "radicalement opposé" à la position commune du Conseil et a déploré le soutien de la Commission à cette position commune. C'est une décision "marquée par le néo-libéralisme". "On essaie de nous faire revenir en arrière de 90 ans", s'est-il insurgé. L'opt-out serait d'après lui "contraire aux intérêts des travailleurs et aux arrêts de la Cour de justice". Il a accusé la position commune "d'annihiler l'idée de négociation collective". Il faut d'après lui écouter les représentants des professions médicales, pas les employeurs.

"Cette directive est une perte de temps", selon Derek Roland Clark (UK) qui représentait le groupe IND/DEM. Il a évoqué aussi les questions des comités d'entreprise et du salaire minimum, soulignant que "les entreprises devaient surtout rester compétitives et ne pourraient financer de telles mesures." Et de conclure : "suivons les Français qui ont enterré les 35 heures et enterrons cette directive".

Irena Belohorska (SK) s'est exprimée au nom des non-inscrits. Elle a remercié le rapporteur pour son intervention. Elle a aussi rappelé que lorsque des travailleurs sont en astreinte, ils ne peuvent pas s'organiser comme bon leur semble. Les patients pourraient être mis en péril. Rappelant la crise économique et le chômage, elle a considéré que "cette directive doit être utilisée pour améliorer la vie professionnelle". La députée a conclu que les travailleurs craignent que les employeurs puissent utiliser cette directive pour les astreindre à des situations inacceptables.

## Députés francophones

Selon Bernard Lehideux (ADLE), la position de 1ère lecture du Parlement, repoussée par les Etats membres, constitue une réponse équilibrée. Le rapport Cercas apporte des réponses protectrices pour les salariés : "il était urgent de mettre en conformité notre législation sur le temps de garde avec la jurisprudence de la Cour de justice". Et de préciser : "Tout le temps de garde est compté comme du temps de travail et le repos compensateur intervient immédiatement après la période de service, une question de bon sens pour garantir des conditions de travail décentes, notamment pour les professions médicales". Supprimer l'opt-out individuel et, progressivement, toute possibilité de déroger à la durée légale maximale du temps de travail permettront de faire progresser le droit social européen. Jugeant que le texte du Conseil est "inacceptable", le député a dénoncé le fait que les salariés vont être appelés "à travailler toujours plus, sans avoir véritablement le choix, (...) comme tous ceux à qui l'on demandera demain de travailler le dimanche en France". Il a estimé que le gouvernement français avait changé de point de vue sur l'opt-out individuel au Conseil "pour ouvrir cette possibilité". Et de conclure en mettant en garde : faute d'écouter les salariés "les votes négatifs des référendums français, néerlandais et irlandais pourraient être suivis de beaucoup d'autres, qui remettraient en cause une UE qui leur donnerait le sentiment de ne pas traiter leur problème quotidiens".

Yannick Vaugrenard (PSE, FR) a souhaité saluer le travail "remarquable" d'Alejandro Cercas. Il a qualifié le compromis du Conseil de "surprenant". D'après lui, la Belgique, Chypre, la Hongrie et l'Espagne l'ont refusé parce qu'il va dans le sens de plus de flexibilité aux dépens du salarié, "ce qui est inadmissible". Le député a en outre mis ces négociations en perspective : "à l'heure du chômage technique généralisé et des plans de licenciements dans toute l'Europe, nous subventionnons des secteurs industriels entiers pour sauver l'emploi". A un moment où les citoyens doutent de l'Europe, le compromis du Conseil serait "le plus mauvais des messages". "Cette directive doit définir une limite maximale hebdomadaire de travail", a-t-il tenu à préciser. Ce ne peut pas être une directive "de casse sociale et de casse humaine".

# Communiqué de presse

## Conseil

D'après Valérie Létard, la directive sur le temps de travail soulève des questions de principe : *"libre choix des travailleurs contre protection de leur santé et de leur sécurité"*. La France s'est ralliée à la position commune parce que *"la directive ne vise pas à organiser un recul des droits à une régression sociale"*. Elle a déclaré, sur le temps de garde, que *"les équilibres avaient été rendus fragiles par la Cour"*. La position du Conseil introduit selon elle des garanties, inexistantes depuis 1993. *"Je souhaite que le pragmatisme l'emporte"*, a-t-elle insisté. Elle a conclu que le compromis était le meilleur *"compte tenu de l'urgence à trouver une solution sur le temps de garde"*.

## Commission européenne

Vladimír Špidla, s'exprimant pour la Commission, a déclaré qu'il appartenait au Parlement de prendre une décision. Il a ajouté quelques démentis aux interventions des députés, notamment sur le fait que la directive actuelle contient bien des opt-out, 15 Etats membres s'en prévalent d'ailleurs. *"Ce n'est donc rien de nouveau"*. Sur le temps de garde, il y a d'après lui plusieurs façons d'aborder la question, toutes différentes selon les Etats membres. *"Nous sommes sur le point de réaliser un progrès important, le vote au PE sera un de ces pas décisifs"*, a-t-il conclu.

## Contact :

### **Fabienne Gutmann-Vormus et Elisabeth Bougeois**

E-mail: [presse-FR@europarl.europa.eu](mailto:presse-FR@europarl.europa.eu)

BXL: (32-2) 28 40650

STR: (33-3) 881 72649

PORT: (+32) 498 98 33 29

### **Nora Chaal**

E-mail: [empl-press@europarl.europa.eu](mailto:empl-press@europarl.europa.eu)

BXL: (32-2) 28 31151

PORT: (32) 0498 983.402